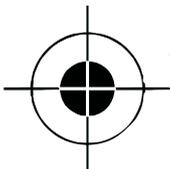


INF



CRI

Nord - Pas - de - Calais

Journal de la Coordination Régionale de l'Immigration de Lille



PLACE À LA DIVERSITÉ ! Cultivons la différence...

4^{ème} trimestre 2008

EDITO : La C.R.I., c'est d'abord des valeurs à partager...

Depuis 2002, la C.R.I. a fait beaucoup de chemin, l'organisation de nos réseaux s'est améliorée dans plusieurs villes et territoires de la Région Nord-Pas-de-Calais.

Les grandes priorités ont été petit à petit déclinées avec beaucoup de difficultés et d'efforts.

Le bien-être des personnes âgées demeure prioritaire tant nos aînés méritent de notre temps et de notre énergie. Le dispositif personnes âgées immigrées est bien opérationnel et apporte de nombreux services nécessaires actuellement.

L'accès aux droits et la lutte contre les discriminations sont une dimension constante dont on doit absolument être les principaux acteurs car trop de dégâts ont été faits par le passé.

La citoyenneté, l'éducation et la diversité ont trouvé un écho non négligeable dans l'opération « Caravane citoyenne » qui a provoqué une dynamique et une émulation extraordinaire dans notre région.

La période qui se présente, par les débats politiques, les programmes des candidats nous force à rappeler combien les questions d'égalité, de diversité et de lutte contre les discriminations sont incontournables.

La sérénité est nécessaire pour décliner un programme cohérent vis-à-vis des populations qui ont trop longtemps souffert injustement de par leurs origines.

Nous avons à prendre notre place complètement dans ces débats car désormais plus rien ne doit se décider sans nous, sur nous et contre nous.

Soyons fiers de notre contribution à la société et cessons d'adopter une attitude revendicative épuisante et sans effets depuis tant d'années.

Le temps est venu de participer pleinement des politiques de notre société que ce soit par la place que nous prendrons dans les partis politiques (députés, Sénateurs, maires, Conseillers Régionaux ou cantonaux) ou encore en participant à la déclinaison des programmes sur le terrain et en investissant ainsi le champ institutionnel et associatif.

Nous avons suffisamment de compétences, d'expérience et d'expertise pour que la lecture que nous faisons des obstacles et les préconisations que nous avançons soient respectées...

■ Mohamed BOUSNANE & Rachid FERAHTIA



Débat politique sur la diversité au congrès de la CRI en novembre 2007



Caravane citoyenne 2007 à Bray-Dunes

INFO C. R. I.

Magazine mensuel gratuit édité par la Coordination Régionale de l'Immigration Fédération Nord - Pas-de-Calais
Directrice de publication : Fatima SKANARI
Rédacteur en chef : Mohamed BOUSNANE
Concepteur - Designer : Willy VERLINDEN - <http://wv.erlind en.ifrance.com>

Sommaire

- 2-3 Coopération internationale, développement et place des associations issues de l'immigration - Palestine : les ingrédients de la terreur
- 4-5 Honneur à nos aînés - Coordonnées de la C. R. I. - Personnes âgées immigrées
- 6-7 Les excès d'une lutte idéologique et xénophobe - Islamophobie, quand tu nous tiens !
- 8 Dossier Israël - Palestine : comment justifier l'absurde...



Depuis de nombreuses années, en France, il y a eu la volonté de mieux cerner la coopération internationale et appréhender la relation Nord-Sud selon l'évolution des mentalités, des modes de vie et des attentes des populations concernées ici et là-bas.

La mondialisation a fait prendre conscience que les pays n'étaient plus aussi éloignés les uns des autres... Pour autant les échanges commerciaux, les flux financiers et les transferts de capitaux sont encore aujourd'hui les seuls mouvements qui ne provoquent pas d'obstacles majeurs entre les différents pays.

D'un autre côté, la communication extrêmement rapide, voire instantanée au travers des médias, satellites, internet, téléphones portables, si elle élargit les sources d'information et permet une connaissance immédiate des réalités de chaque pays, rend également visible les écarts grandissants des niveaux de vie et les difficultés récurrentes des pays du Sud face à la modernisation de leur pays.

Le développement des pays du Sud est d'autant plus en débat qu'il est souvent l'enjeu de criti-

ques sur la gouvernance de ces pays dont la plupart sont encore sous l'autorité d'un parti unique, d'une junte militaire, d'un pouvoir féodal, sans alternance et avec une vraie carence en démocratie locale.

La place des pays du Nord dits industrialisés, dits pays riches, n'est pas non plus sans ambiguïté. Le poids des relations passées et de l'histoire pèse indiscutablement encore et toujours sur les relations actuelles.

Les pays industrialisés consomment aujourd'hui plus de 80% des richesses mondiales alors qu'ils ne représentent qu'un quart de la population mondiale.

La pression économique des pays riches est une réalité qui engendre des conséquences terribles dans les pays du Sud, main d'œuvre à bas marché, niveau de vie très faible, productions orientées en fonction des besoins du marché, non suffisance alimentaire, difficultés à exporter de part les subventions aux producteurs des pays riches...

Les conséquences les plus visibles sont dans les difficultés à développer l'Education, la Santé ou encore l'accompagnement social (famille, vieillissement, handicaps...). La situation dans ces domaines relève parfois du Moyen-Âge (pas d'électricité, d'eau courante, de gestion des déchets...) alors

que s'étalent partout les publicités venant des pays industrialisés sur les produits modernes de la vie quotidienne, sur les équipements et la mode en 2008.

Il faut reconnaître que la place des pays riches et de la France, en particulier, n'est pas aisée et il faut aussi reconnaître la volonté affichée de faire évoluer le système dans son ensemble pour rechercher une meilleure gestion de la coopération avec les pays du Sud.



LES INGREDIENTS DE LA TERREUR

Depuis 60 ans le monde est marqué par les conflits liés à la création de l'Etat d'Israël en lieu et place d'un autre peuple, le peuple Palestinien...

Ces conflits ont des points communs avec certains drames de l'histoire lors de la seconde guerre mondiale, mais également plus récemment aux comportements durant la guerre de l'ex-Yougoslavie ou encore le génocide Rwandais.

Six caractéristiques communes s'y retrouvent et ont abouti à des drames horribles :

- 1- Le conditionnement de longue durée de la population dominante en l'opposant notamment à un ennemi responsable de tous les malheurs.
- 2- Un nationalisme extrême de l'Etat alimenté par une idéologie politique ou religieuse.
- 3- Une réécriture de l'histoire mettant en valeur la place prioritaire et principale de la population dominante dans le pays.
- 4- Une volonté hégémonique de reconquête des terres et des territoires perdus passant par l'extermination ou l'épuration ethnique.
- 5- Un Etat hyper armé lui permettant d'écraser les ennemis désignés.
- 6- Un refus de se plier aux règles internationales et le déni des droits de l'homme.

Nous avons là tous les ingrédients qui, une fois réunis dans un même pays peuvent provoquer une catastrophe humaine.

Ces événements sont souvent réfléchis au plus haut niveau de ces Etats, préparés et programmés dans un plan qui se déroule inexorablement vers le but fixé.

Il est enfin démontré depuis longtemps que les drames humains sont autant dus à l'action destructrice d'un Etat qu'à l'inaction des autres pays qui n'osent pas mettre en danger leurs bonnes relations diplomatiques.



Dans le domaine de la Coopération, il existe un grand nombre d'acteurs qui ont pris place afin de participer de ce défi pour une réelle coopération entre pays du Nord et pays du Sud.

tituent la première participation dans la coopération internationale, loin devant toutes les autres coopérations, Etat, Organisations internationales ou ONG. Il est donc étonnant que le milieu institutionnel

Les projets menés sont pour autant aussi importants et aussi pertinents que tous les autres projets financés par les collectivités territoriales et l'Etat.

L'objectif de la C.R.I. est de rendre visible l'ensemble des actions menées par les associations et permettre une prise en compte par le milieu institutionnel et financier. Il s'agit enfin de montrer que, contrairement à certains discours sur l'immigration, sans cet effort fourni, la situation dans les pays du Sud serait encore plus dramatique et générerait certainement un flux ingérable de déplacements vers les pays européens et la France en particulier...

Le colloque du 20 septembre 2008 est une première étape pour un travail continu au sein de la Plateforme Régionale d'Echange et de Solidarité Internationale

■ Mohamed BOUSNANE

permettra d'accueillir les habitants de toutes origines qui bénéficieront d'un repas plus accessible dans un environnement convivial. Ce projet est à la hauteur des attentes non seulement des habitants (personnes âgées, familles en difficultés, personnes seules...) mais c'est aussi un projet de dynamique dans l'insertion à l'emploi en permettant à de nombreuses femmes de travailler dans un domaine de compétence maîtrisée, la cuisine.

La contribution de la ville et de la Région est déterminante pour le financement de cette action.

Ce projet est aussi l'illustration du rôle de la mise en Réseau et du partage d'expérience au sein de la C.R.I..

Le Restaurant a été inauguré ce vendredi 7 novembre 2008. Bonne chance à notre association avionnaise, à sa Présidente Yamina BOUDAUD et à tous ses membres.

■ Rachid FERAHTIA



Chantier à Guédé, au Sénégal TUTTI FRUTTI Août 2008

L'immigration constitue un apport considérable au développement économique de la France et en particulier au Nord-Pas-de-Calais, quatrième Région d'immigration en France.

Ce fut bien sûr le cas lors des expansions industrielles et minières des années post-coloniales mais c'est évidemment encore fortement le cas aujourd'hui.

L'immigration a également enrichi considérablement le domaine culturel et social par le brassage des cultures et la diversité des populations.

L'immigration est aussi un pilier majeur du développement dans les pays d'origine.

Les transferts de fonds, les investissements et les projets de développement cons-

minimise autant ou occulte parfois totalement ce volet principal du développement et de la coopération...

Certains pays ont même commencé à valoriser et à encourager l'apport de l'immigration au développement économique (Maroc, Tunisie...).

Les associations issues de l'immigration participant, pour beaucoup d'entre elles aux échanges internationaux dans des projets culturels, économiques, sportifs ou de développement...

Les efforts des associations issues de l'immigration sont rarement soutenus par les financements publics, de nombreuses associations doivent se contenter de collectes de fonds et de dons au sein des familles membres.

Inauguration à AVION :

Le Restaurant Solidaire

Depuis deux ans, FOUAD et l'ALPI, deux associations membres fondateurs de la C.R.I., collaborent pour la mise en place d'un restaurant solidaire. Ce restaurant



Chantier à Sétif, Algérie Avec ACLIA et TUTTI FRUTTI Octobre 2008



Comme chaque année, la CRI a proposé une après-midi de détente destinée en priorité aux personnes âgées de Lille.

Les deux conteurs Nora ACEVAL et Mamadou SALL ont émerveillé le public, ciblant en particulier les contes qui évoquent la sagesse et la valeur des personnes âgées dans une société.

L'humour des deux conteurs a servi de ciment pour créer un lien entre tous les spectateurs. Le groupe DAKA MARRAKECH a enflammé la fin d'après-midi au rythme de la musique traditionnelle de Marrakech pour faire danser petits et grands. Le goûter interculturel sera enfin le moment d'échanges et de discussion qui permettra à toutes les personnes âgées, immigrées ou non, de faire connaissance et donner un vrai sens à cet après-midi de rencontre.



Nora ACEVAL et Mamadou SALL, magiciens dans le monde des contes...



Ce mercredi 26 novembre 2008, la CRI et le service animation personnes âgées de la mairie de Lille, ont organisé un moment convivial de contes et musique d'orient. On a retrouvé dans la salle du Gymnase plus de 300 personnes provenant des différentes maisons de retraite de Lille, des foyers de travailleurs immigrés, des personnes issues de l'immigration accompagnées par des associations ou de leurs enfants, des enfants venus en compagnie de leurs parents ou d'un centre de loisirs lillois.

La Coordination Régionale de l'Immigration (C.R.I), Fédération Nord -Pas de Calais, est à votre service pour vous informer et vous accompagner dans toutes vos démarches d'accès aux droits : Retraite (CRAM, MSA, RSI, Mines,...), Retraite Complémentaire (CICAS, Malakoff, Ag2r, Vauban Humanis, Agrica,), Pension de Réversion, Allocation de Veuvage, Anciens Combattants, CPAM, ASSEDIC, CAF, Regroupement Familial, Logement, Droit du Travail,.....

La Coordination Régionale de l'Immigration vous accueille au :

149, rue Pierre Legrand à Lille-Fives, juste à côté de la Banque Populaire

بلج قصاخلا فايحل و نكسلا و دعاقتلا و جالعلاب عقول عتملا مكقوقح لك ىلع لوصحل لجا نم مكتمدخ يف ةي عمج انأب مكملعت
ةلىاعلا دارفا
موي لك مكلبقتست

Tous les lundis, mardis et les jeudis 9 h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

: ةيلا تلاف تاولهلا ما قرا ىلع انب اولصت! دعوم ىلع لوصحل

Pour avoir un rendez-vous, veuillez nous contacter aux numéros suivants : Tél : 03.20.33.99.90
E-mail : crinpc@orange.fr / crinpc@yahoo.fr Métro: Station Fives

Depuis 2006, sous le contrôle de Fatima SKANARI, directrice et membre fondateur, la CRI a mis en place un accueil des personnes âgées immigrées afin de les aider dans leurs difficultés spécifiques. En 2007, près de 150 personnes ont été accueillies dans ces permanences. La CRI souhaite poursuivre la collaboration étroite avec des services de droit commun (Conseil Général du Nord, Mairie de Lille, CRAM Nord

Pas de Calais...) ainsi qu'avec des services des pays d'origine comme le Consulat du Maroc et le Ministère marocain. Le Consulat d'Algérie est également sollicité même si aucune formalisation n'a été actée jusqu'à présent. On peut dire globalement qu'au delà des dossiers résolus (environ 70% des dossiers), l'écoute attentive et la confiance accordée par les personnes âgées ont contribué à donner à ces permanences un

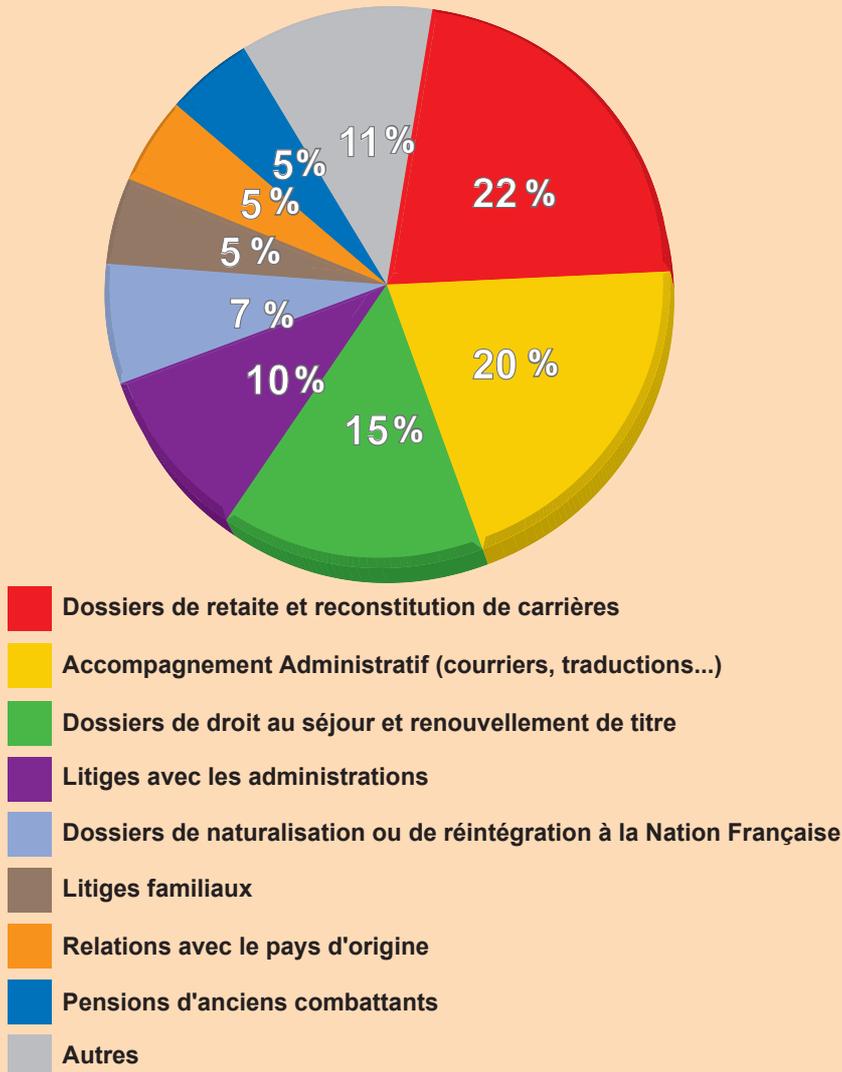
climat tout particulier presque familial. Les services de droit commun restent incontournables et sont les seuls capables d'un résultat important auprès de ce public si fragilisé. L'expérience de la CRI dans ce domaine a été sollicitée lors du colloque organisé par les FORIM à Paris ce samedi 15 novembre 2008. La présentation de ce public âgé, de ses attentes et des aménagements possibles, a été un temps de sensibilisation

auprès des associations parisiennes. Plusieurs associations souhaitent transférer le dispositif de la CRI dans d'autres régions de France. Le travail en réseau est un objectif majeur du rôle de la CRI pour des domaines aussi symboliques que le vieillissement dans des conditions de respect et de dignité.

■ Fatima SKANARI

Les principales problématiques évoquées par les personnes âgées en 2007

Etude basée sur 150 dossiers





Le succès que l'on peut reconnaître au Front National, c'est d'avoir fait de l'immigration une idéologie politique. Cette idéologie est de nos jours reprise, dans une certaine mesure, par les hommes et les femmes politiques. Au nom de la maîtrise des flux migratoires, la lutte contre l'immigration clandestine focalise l'attention du débat public, au détriment d'autres questions économiques et sociales touchant au marché du travail ou à l'évolution des inégalités.

Depuis une trentaine d'années, les gouvernements successifs ont reformé la politique d'immigration plus de vingt fois. Des mesures de plus en plus restrictives ont été adoptées au nom de la maîtrise des flux migratoires. Depuis l'année 2003, le durcissement des lois sur l'immigration, souvent encouragé par les directives européennes, s'est transformé en acharnement : en cinq ans, la loi a été modifiée quatre fois, toujours dans un sens plus restrictif. Ce durcissement va de pair avec le développement de dispositifs donnant de plus en plus de pouvoir aux agents de l'Etat impliqués dans le contrôle de l'immigration. Les hommes et les femmes affectés aux services de visas dans certains consulats de France, notamment en Afrique, aux services des étrangers des préfectures, tous ont pour mission de s'assurer que chaque droit consenti à un étranger ne constitue pas soi-disant, une menace pour le maintien de l'ordre politique, économique et social.



Pour certains experts, cet ordre renvoie ici à un ordre national mêlant trois impératifs : ordre public qui vise à lutter contre toute forme de fraude ; ordre moral qui repose sur la stigmatisation des étrangers, qui abusent des prestations et menacent ainsi le modèle social français ; ordre économique consistant à distinguer d'un côté les étrangers utiles au marché du travail et de l'autre les indésirables. Cette exigence d'ordre national, structure les pratiques de ceux qui représentent l'Etat face aux étrangers.

Ainsi, certaines pratiques, autrefois exceptionnelles, sont devenues monnaie courante : placement des familles y compris des enfants en centre de rétention administrative ; multiplication des contrôles d'identité, souvent au faciès ; augmentation des arrestations massives après intervention policière dans des quartiers à forte concentration de personnes d'origines étrangères ; des étrangers sont arrêtés au guichet de la préfecture alors qu'ils y avaient été convoqués pour un examen de leur situation administrative. Aux guichets des consulats de France en Afrique et des préfectures, les agents affectés à ces services, convaincus d'être investis d'une mission de maintien de l'ordre public, moral et économique, appliquent des règles avec souvent un zèle excessif, se prenant pour des héros face à une invasion. Ils se tiennent à distance des étrangers et se méfient de leurs arguments, en ne leur divulguant pas trop d'informations au sujet du déroulement de la procédure.

En se focalisant sur la lutte contre l'immigration irrégulière, les hommes et femmes politiques de notre pays sont parvenus volontairement ou involontairement à imposer une suspicion qui pèse sur les étrangers demandeurs de titres de séjour et d'une manière générale sur tous les immigrés et personnes issues de l'immigration. Les discours accompagnant les réformes sur la politique d'immigration laissent souvent entendre qu'il existerait une menace qui pèse sur l'identité nationale. Ce genre de message structure et conditionne certaines pratiques de discrimination à l'origine ethnique qui frappent en premier lieu les personnes immigrées ou issues de l'immigration : discrimination à l'embauche, au logement, etc...

■ **Albert NYANGUILÉ**

L'islamophobie n'est pas un terme vide de sens destiné uniquement à identifier une communauté par rapport à une autre que l'on considère comme bien plus reconnue ou moins reconnue. Depuis le 11 septembre 2001, il faut regarder l'évidence d'une explosion des comportements islamophobes. L'islamophobie est une bête rampante qui peut prendre des visages très différents.

Les attentats islamophobes récurrents dans les mosquées et les cimetières sont l'illustration même de la haine qui éclate chez certains ignorants, ravagés par leur bêtise et leur idéologie xénophobe. Le passage à de tels actes répond également de la responsabilité des pouvoirs publics dont le comportement est parfois ambigu et qui ne mettent aucune démarche de prévention pour endiguer de telles attitudes.

Le visage de l'islamophobie peut se trouver là où on s'attend le moins, même dans des structures qui se qualifient de non racistes et qui sont financées dans le cadre des luttes contre les discriminations.



Caravane Citoyenne 2008 : Le Foulard, et alors ?

C'est évidemment le cas de la F.A.L., Fédération des Associations Laïques à Roubaix ; cette association sous prétexte de défendre « la laïcité » est animée d'une haine profonde envers les musulmanes et les musulmans de France, à tel point que la loi du législateur ne lui convient pas et que l'ensemble du conseil d'administration a décidé d'interdire le locaux prêtés par la municipalité de Roubaix, à toute femme qui porte le foulard.

Au même titre que le front national a voulu s'emparer de l'image de Jeanne d'Arc symbolisant la France, la F.A.L. et les associations qui la défendent, se prétendent représentatifs de la laïcité en France, arguant de l'étendard laïque. Il faut pourtant se rendre compte que tous ces comportements ne sont que le résultat de la bêtise, de l'ignorance et de l'intolérance. Ces associations ont baigné dans

un climat islamophobe depuis le 11 septembre 2001 et aujourd'hui, elles laissent aller leurs fantasmes construits sur la base de clichés réducteurs du musulman en France.

La communauté musulmane est importante, sa présence en France fait partie de la construction même de la nation française ; les musulmans en France ne sont ni une minorité visible ni une religion mineure, ils représentent une composante incontournable de la population française. Ce sont des citoyens qui prennent part à la vie de la cité, ils participent de la dynamique économique autant que possible, ils souffrent de difficultés dont souffre la France avec souvent plus de courage et de détermination tant les problèmes sont nombreux (chômage, logement,...).

Les musulmans de France font partie intégrante de l'identité nationale et c'est bien ce constat qu'il faut aujourd'hui privilégier et valoriser afin de combattre toutes les idées fausses basées sur les mythes de l'invasion, sur des différences incompatibles, sur l'inadaptation de l'Islam avec la démocratie et la laïcité ou choc de civilisations.

Si aujourd'hui, nous concevons que 95% de la population mondiale est croyante et 5% non croyante, la conception de la laïcité prend tout son sens dans l'équilibre entre la place de chacun et le mieux vivre ensemble.

Il s'agit donc de manière urgente de renforcer les dispositions qui luttent contre l'islamophobie, de durcir les lois et de se montrer intraitable face à des actes aussi graves que la profanation des tombes à Vimy ou des comportements racistes par des associations soit disant laïques comme la F.A.L. et ceux qui la soutiennent.

C'est en minimisant ces actes que l'on permet d'alimenter encore et encore ce climat qui ne peut aboutir qu'à une confrontation des plus brutales dans notre société...

Tous ceux qui confondent une légère erreur et un délit grave contribuent à provoquer et insulter une partie de la population française parfois majoritaire comme à Roubaix.

Être raciste, être islamophobe constitue un délit grave qu'il faut réprimer. Il est temps que les responsables politiques, institutionnels et judiciaires prennent leur responsabilité pleine et entière dans le traitement de ces événements car ils sont comptables des conséquences futures sur les générations.

Mener une campagne de dénigrement en taxant la C.R.I. d'intégrisme démontre encore que la F.A.L. garde en son sein un fond profondément raciste qui s'exprime dès que des personnes ou des associations issues de l'immigration démontrent leur aptitude à défendre les valeurs de laïcité et de fraternité qui fondent notre vie en société.

La C.R.I., quant à elle, saisit la justice sur les actes de la F.A.L. et continue son travail de citoyenneté pour favoriser la cohésion sociale.

■ **Mohamed BOUSNANE**

ISRAËL - PALESTINE OU COMMENT JUSTIFIER L'ABSURDE ?

Les massacres perpétrés ces derniers jours par l'armée israélienne à Gaza, arrivent après les massacres dans les camps de Sabra et Chatila, après toutes les incursions des vingt dernières années, après l'agression du LIBAN en 2006 laissant plus de 2 000 morts, des dizaines de milliers de blessés et des milliards de dégâts.

Toute explication qui justifierait ces massacres par les provocations de tel ou tel mouvement n'a aucun sens au vu de la démesure des exactions, toute explication qui renverrait dos à dos le Hamas et l'Etat d'Israël reviendrait à nier la réalité des crimes de guerre et le nombre dramatique des victimes.

Les Etats-Unis n'ont pas hésité à envahir l'Irak sous prétexte d'armes de destruction massive alors que la réalité était bassement économique autour du pétrole et également une volonté de reprise en main de la politique nationale en provoquant une mobilisation autour du gouvernement.

Au même titre, on peut se poser des questions sur la coïncidence de l'attaque sur Gaza et les prochaines élections en Israël.

Israël a toujours pratiqué la politique du fait accompli, ce qui est conquis aujourd'hui par la force devient non négociable pour toujours...

Les colonisations, les évacuations de populations présentes sur place, l'annexion de Jérusalem, tout cela devient finalement dérisoire face au désastre des bombardements sur des civils, des hôpitaux, des écoles, des journalistes, des bases humanitaires de l'ONU...

On en viendrait presque à remercier Israël de cesser simplement l'attaque sur Gaza même grâce à un accord encore plus contraignant pour les palestiniens.

En fait tout ce désastre répond à trois raisons principales et non avouées :

- La volonté de conquête de nouveaux territoires, en rendant toute vie impossible à Gaza par des destructions massives des habitations et des infrastructures vitales, par l'utilisation des bombes au phosphore, les bombes à fragmentation qui minent le territoire et autres armes expérimentales...

- La non-négociation sur les attentes légitimes des Palestiniens en terme d'Etat viable et un défi aux pressions internationales.

- Mobiliser la population Israélienne pour soutenir un gouvernement dur et conservateur qui cultive le nationalisme et le communautarisme religieux. Les enjeux de politique intérieure ont une grande place dans les décisions du gouvernement actuel.

La colonisation de Jérusalem
(Source : Monde Diplomatique)

Alors en France, nous sommes conscients de nos responsabilités et de nos actes, nous sommes démocrates souhaitant une paix juste et durable, la sécurité pour les Palestiniens autant que celle des Israéliens.

Nous nous opposons à toute action violente et à toute dégradation de lieux de culte ou autres lieux...

Pour autant nous, citoyens Français, nous manifestons notre émotion et notre opposition à ces crimes sans céder à aucune censure d'où qu'elle vienne, à aucune provocation même celle du CRIF (conseil représentatif des institutions juives de France) qui a choisi de soutenir l'armée Israélienne méprisant les innombrables victimes innocentes palestiniennes (environ 500 enfants, des femmes, des vieillards, des malades...).

Dans l'hypocrisie générale des pouvoirs politique en France et en Europe, nous défendons les valeurs humanistes et républicaines de la France, nous voulons le respect des droits de l'homme dans le monde et en particulier pour ceux qui souffrent tant en Palestine

